

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Enquête publique réalisée du 29 juin au 28 juillet 2021

Arrêté préfectoral du 17 mai 2021

SOMMAIRE

1. GÉNÉRALITÉS CONCERNANT LE PROJET SOUMIS A L'ENQUÊTE

1.1 PRÉAMBULE

1.2 OBJET DE L'ENQUÊTE

1.3 CADRE JURIDIQUE

1.4 PROCÉDURE

1.5 CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

1.5.1 L'étude d'impact

1.5.2 Les enjeux environnementaux et agricole

1.5.3 Le projet retenu

1.5.4 Les impacts du projet sur l'environnement

1.5.5 Les mesures envisagées

1.6 COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE

1.7 AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES ET SENS DE CES AVIS

2. ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.1 DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

2.2 MODALITÉS DE L'ENQUÊTE

2.2.1 Préparation et organisation de l'enquête

2.2.2 Contacts préalables

2.2.3 Visite des lieux

2.3 INFORMATION EFFECTIVE DU PUBLIC

2.3.1 Publicité légale

2.3.2 Affichage

2.3.3 Qualité de l'information

2.4 CONFORMITÉ DU DOSSIER

2.5 RÉCEPTION DU PUBLIC ET DISPONIBILITÉ DU DOSSIER

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

2.6 CLIMAT DE L'ENQUÊTE

2.7 CLÔTURE DE L'ENQUÊTE

2.8 PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS ET MÉMOIRE EN RÉPONSE

2.9 RELATION COMPTABLE DES OBSERVATIONS

3. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC ET DES RÉPONSES DU MAÎTRE D'OUVRAGE

3.1 CONSOMMATION DES TERRES AGRICOLES

3.2 PAUVRETÉ DES TERRES AGRICOLES ET DE LA RESSOURCE EN EAU

3.3 FAUNE ET FLORE

3.4 SUBVENTIONS

3.5 ÉLECTRICITÉ DÉCARBONÉE

3.6 ÉCONOMIE LOCALE

3.7 ALPILLES.

3.8 ENCLAVEMENT D'UN MAZET

3.9 TROUBLES DU VOISINAGE

3.10 RISQUE INCENDIE

3.11 HAIES

4. CONCLUSIONS PARTIELLES

5. LISTE DES PIÈCES JOINTES

Pièce jointe n° 1: arrêté préfectoral du 17 mai 2021 ouvrant et organisant l'enquête publique

Pièce jointe n° 2: décision de désignation du commissaire enquêteur du 10 mars 2021

Pièce jointe n° 3: avis d'enquête publique

Pièces jointes n°4 et 4bis : certificats d'affichage

Pièce jointe n°5: registre d'enquête publique - commune de Châteaurenard et sa pièce jointe

Pièce jointe n°6 : registre d'enquête publique – commune d'Eyragues et sa pièces jointe

Pièce jointe n° 7 : réponse de NEOEN au procès-verbal de synthèse

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

1. GÉNÉRALITÉS CONCERNANT LE PROJET SOUMIS A L'ENQUÊTE

1.1 PRÉAMBULE

La société NEOEN a demandé un permis de construire une centrale photovoltaïque au sol comprenant des panneaux photovoltaïques et des annexes, qui serait implantée aux lieux-dits Les Prévôts et Notre-Dame sur la commune de Châteaurenard.

Cette demande a été enregistrée en mairie sous le numéro PC 0130272000001 le 06 janvier 2020.

Cette centrale ayant une puissance crête supérieure à 250 kWc, est soumise à étude d'impact puis à enquête publique.

L'autorité compétente pour accorder par arrêté le permis de construire, est le Préfet des Bouches du Rhône. A compter de la réception du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, il dispose de deux mois pour statuer.

L'instruction de la demande a été réalisée par la direction départementale des territoires et de la mer – DDTM.

1.2 OBJET DE L'ENQUÊTE

L'enquête publique porte sur la demande de permis de construire la centrale photovoltaïque. Elle ne porte pas directement sur la construction d'une bergerie, partie intégrante du projet, mais qui a fait l'objet d'un autre permis de construire, accordé par la mairie de Châteaurenard.

Ouverte et organisée par la préfecture des Bouches du Rhône, l'enquête est destinée à assurer l'information et la participation du public, en recueillant ses appréciations et ses éventuelles suggestions et contre-propositions.

1.3 CADRE JURIDIQUE

La présente enquête est organisée conformément aux:

- Code de l'environnement, et notamment ses articles L122-1 et suivants et R122-1 et suivants relatifs aux études d'impact, et ses articles L123-1 à L123-16, R123-1 à R123-17 relatifs au champ d'application des enquêtes publiques et à leur déroulement;
- Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L421-2-1 et L422-2b, R422-2, R423-16/20 et 32, R424-2;
- L'arrêté du 17 mai 2021 du Préfet des Bouches du Rhône portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur les communes de Châteaurenard et Eyragues pour la réalisation

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL, porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

d'une centrale photovoltaïque au sol, projet porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34», filiale de la société NEOEN.

1.4 PROCÉDURE

Une étude d'impact datée du mois de décembre 2019, a été réalisée par la société MICA environnement en vue du dépôt de la demande de permis de construire. Elle constitue le principal document du dossier soumis à enquête publique.

Le projet a fait l'objet d'une demande d'examen par la mission régionale d'autorité environnementale de Provence-Alpes-Côte d'Azur (MRAe). Celle-ci a émis un avis 2020-2531 du 26 mars 2020. Cet avis ainsi que le mémoire en réponse du porteur de projet produit le 04 juin 2020 sont joints au dossier.

Le projet a également été examiné par la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers – CDPENAF, qui a émis un avis défavorable le 20 juillet 2020, puis a de nouveau examiné le projet le 18 décembre 2020. Le dossier produit par le pétitionnaire pour le second passage en commission fait partie des pièces soumises à enquête publique.

La commission a rendu un nouvel avis défavorable à la majorité au motif de l'incidence du projet sur des terres irrigables et utilisées pour le pâturage.

A l'issue de l'enquête le Préfet des Bouches du Rhône accordera avec ou sans prescriptions le permis de construire ou le refusera.

1.5 CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

L'unité de production d'énergie d'origine photovoltaïque serait implantée au sud-est de la commune de Châteaurenard, en limite de la commune d'Eyragues et à proximité de la commune de Noves, dans le département des Bouches du Rhône et l'arrondissement d'Arles, entre le massif des Alpilles et la Durance.

Ce projet comprend un volet agricole qui serait développé sur le territoires des deux premières communes.

1.5.1 L'étude d'impact

Son élaboration a reposé successivement sur : la réalisation d'une analyse des milieux susceptibles d'être affectés par le projet ; l'analyse de ses incidences notables sur l'environnement, et des incidences cumulées avec d'autres projets connus; les principales solutions de substitution ; les mesures prévues pour éviter, réduire et compenser les incidences négatives du projet sur l'environnement et la santé humaine.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

1.5.2 Les enjeux environnementaux et agricole

La zone d'étude :

- est soumise à un aléa subi de feu de forêt moyen à exceptionnel ;
- comprend différentes espèces animales à enjeu de conservation. Ont été contactées des insectes (et en particulier la zygène cendrée), des reptiles (dont la couleuvre de Montpellier), 58 espèces d'oiseaux dont 48 protégées, et 13 espèces de chiroptères dont le Minioptère de Schreibers qui présente un enjeu régional très fort ;
- accueille trois habitats présentant un enjeu de conservation fort ;
- appartient dans le schéma régional de cohérence écologique – SRCE, à un réservoir de biodiversité à préserver ;
- comprend un habitat humain épars à proximité;
- s'implante au droit de terres agricoles en cours d'enfrichement.

En cas d'absence de réalisation de la centrale, le scénario le plus probable à moyen terme est le maintien des conditions actuelles dans la zone d'étude.

1.5.3 Le projet retenu

Le projet retenu est d'une puissance de l'ordre de 11400 Kwc, la production annuelle d'électricité attendue est de 17000 MWh.

La surface des modules photovoltaïques projetée est de 5,4 hectares environ, pour une surface clôturée de 10,5 ha environ. Les modules seront disposés sur des tables fixes, dont la hauteur pourra atteindre 3 mètres.

La durée minimum d'exploitation est de 20 ans.

Quatre postes de conversion seront implantés sur le parc, et un poste de livraison du courant au réseau public sera installé à l'entrée du site. Les liaisons électriques entre les rangées de panneaux et les transformateurs (dans les postes de conversion), entre ces derniers et le poste de livraison, seront enterrées. Le raccordement au réseau fera l'objet d'une étude d'Enedis après l'obtention du permis de construire.

Des pistes périphériques légères et des voiries lourdes d'accès aux postes de conversion seront créées.

1.5.4 Les impacts du projet sur l'environnement

Le projet permettrait d'éviter le rejet dans l'atmosphère d'environ 5000 tonnes de CO2 par an.

Aucune modification majeure de la topographie locale n'est prévue .

La principale incidence sur les continuités écologiques est la suppression d'un linéaire arboré constitué de 888 mètres de haies de cyprès qui sont des habitats de reproduction et de chasse pour les oiseaux, et des axes de déplacements pour les chiroptères.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

Pendant la phase de travaux le projet engendrera pour trois espèces de reptiles une perturbation, une destruction d'habitats voire une destruction d'individus. Des oiseaux pourraient aussi être détruits.

La centrale consommera des terres agricoles, mais outre que ces terrains sont actuellement en majorité de faible valeur agronomique et en cours d'enfrichement, le pétitionnaire présente un projet de co-activité pastorale, sur l'emprise du champ photovoltaïque et sur des terrains qu'il louera au seul profit de l'éleveur.

Le projet n'est pas de nature à aggraver ou propager un incendie. Les dispositions de sécurité préconisées par le SDIS seront mises en œuvre.

1.5.5 Les mesures envisagées

35 mesures d'évitement, de réduction et de suivi des effets sur l'environnement et la santé humaine sont prévues, ainsi que 5 mesures d'accompagnement.

Il convient de relever en particulier les mesures suivantes :

- ME03 : l'emprise du chantier sera limitée à l'emprise clôturée et les secteurs écologiquement sensibles présents hors de la zone de chantier seront mis en défens avant le démarrage du chantier ;
- ME08 : ajustement du périmètre du projet afin d'éviter les secteurs à forts enjeux écologiques, dont il résulte un passage de la zone de projet de 12,4 à 10,5 hectares, en faveur notamment du Minioptère de Schreibers ;
- ME09 : évitement de gîtes à chiroptères, deux peupliers et un petit mazet ; MA01 : pérenniser l'attractivité du mazet ;
- MR10 : ajustement des périodes de travaux, en évitant les périodes de reproduction et d'hibernation, et en programmant les travaux entre septembre et décembre ;
- MR11 : ajustement de la technique de débroussaillage ;
- MR12 : gestion écologique de la végétation, des sols et de l'activité pastorale, à savoir aucun travail au sol sur les habitats à enjeu de conservation, et pâturage extensif dans deux secteurs ;
- MR13 : enlèvement des habitats des reptiles avant le chantier ; MR15 : aménagements d'exclos pour les reptiles et l'avifaune au sein de la centrale ; MR16 : création d'abris à reptiles ;
- MR17 : plantation de haies, le long de la clôture et dans le secteur accueillant le projet agri-solaire au sud, afin de faire obstacle à la vue, de constituer des corridors écologiques avec les haies existantes et de fournir des supports à la reproduction des animaux ;
- MR18 : aménagement de la clôture, en prévoyant des passages pour la faune ;
- MS19 : coordination environnementale, par écologues et naturalistes, pour la mise en œuvre des mesures qui précèdent ; MA04 : suivi naturaliste durant l'exploitation ;

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

- MR20 : évitement des haies de cyprès périphériques ;
- MR22 : mise en place d'une co-activité pastorale, qui répond à un besoin d'entretenir les espaces enherbés tout en proposant des pâturages et un revenu complémentaire à l'éleveur. 25 ha seront mis gratuitement à disposition, une bergerie sera construite aux frais de Neoen, qui financera aussi des semences et des clôtures ; MA03 : création de lavognes;
- MA05 : ensemencement partiel de la zone d'étude, pour garantir une végétation de qualité suffisante pour la pâture ;
- MR30 : mise en place d'un système de contrôle à distance des installations ;
- MR32: mise en place de systèmes d'extinction des feux d'origine électrique et d'une citerne ;
- MR33 : maintenir l'accès au site pour le SDIS et aménager des pistes adaptées au sein de la centrale ;
- MR35 : respect des obligations légales de débroussaillage.

1.6 COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE

1.6.1 Le dossier du projet de parc photovoltaïque est composé des documents suivants :

- Une étude d'impact et son résumé non technique fournis en décembre 2019 par la société MICA environnement, de Bédarieux dans l'Hérault ;
- Une demande de permis de construire 0130272000001 datée du 06 janvier 2020, à laquelle sont jointes 8 pièces;
- Des pièces complémentaires fournies le 29 octobre 2020 en vue de la seconde saisine de la CDPENAF, dont une étude préalable agricole, une lettre d'engagement à la mise en place de garanties de démantèlement et une copie de la demande de permis de construire une bergerie et un espace de stockage fourrager;
- Des pièces complémentaires fournies le 08 février 2021 en réponse à l'avis de la DDTM émis le 18 décembre 2020 pour le second passage en CDPENAF, dont un mémoire en réponse, des copies des conventions de prêt à usage au profit de l'éleveur, une étude sur la gestion pastorale sous panneaux solaires et une note additive à l'étude préalable agricole.

16.2 Le dossier comprend aussi :

- l'avis de sept personnes publiques associées, émis du 13 février au 20 juillet 2020;
- La réponse du porteur de projet à l'avis de la MRAe, en date du 04 juin 2020

L'ensemble des pièces a été coté et paraphé.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

1.7 AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES – PPA - ET SENS DE CES AVIS

La direction générale de l'aviation civile – **DGAC** dans une lettre du 13 février 2020 n'émet aucune objection au projet.

Le réseau de transport d'électricité - **RTE** précise dans un courrier du 18 février 2020 qu'aucune ligne appartenant au réseau public de transport d'énergie électrique (ouvrage de tension supérieure à 50000 Volts) ne traverse les terrain concernés, mais qu'il peut exister des ouvrages dépendant d'autres exploitants.

La direction de la sécurité aéronautique D'État - **DSAE** donne par lettre du 31 mars 2020 son autorisation à la réalisation du projet, qui ne remet pas en cause les missions des forces armées.

La direction régionale des affaires culturelles – **DRAC** informe dans une lettre du 03 mars 2020 qu'elle prescrit un diagnostic archéologique, et joint l'arrêté correspondant.

La Mission Régionale d'Autorité environnementale – **MRAe** PACA a émis le 26 mars 2020 un avis dont la synthèse relève notamment les points suivants :

- le dossier ne précise pas clairement le périmètre du projet agri-solaire,
- les justifications du choix du site ne permettent pas de s'assurer que ce choix est pertinent d'un point de vue environnemental,
- l'évaluation des incidences sur la biodiversité devra être consolidée, de même que l'intégration paysagère du projet.

La direction départementale des services d'incendie et de secours – **SDIS** a émis le 27 février 2020 un avis favorable assorti de prescriptions, en particulier:

- le terrain d'assiette et les bâtiments doivent être accessibles en permanence depuis la voie publique par une voie utilisable par les engins de secours,
- mettre place un système de coupure d'urgence de la liaison DC,
- positionner de façon visible une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs.

La commission départementale de préservation des espaces naturels agricoles et forestiers – **CDPENAF** a émis le 20 juillet 2020 un avis défavorable pour les motifs suivants:

- absence d'étude préalable des incidences agricoles,
- précarité du contrat prévu entre le pétitionnaire et l'exploitant agricole,
- non respect du cadre départemental et régional sur le développement du photovoltaïque,
- incidence sur des terres irrigables et utilisées pour le pâturage.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

2. ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.1 DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Par décision n° E21000030/13 du 10 mars 2021, la présidente du Tribunal administratif de Marseille a désigné Alain Giavarini commissaire enquêteur (pièce jointe n° 2).

2.2 MODALITÉS DE L'ENQUÊTE

2.2.1 Préparation et organisation de l'enquête

L'enquête publique a été prescrite par arrêté du 17 mai 2021 du Préfet des Bouches-du-Rhône (Pièce jointe n° 1).

Cet arrêté définit l'objet et les modalités de déroulement de l'enquête, et en particulier :

- La durée de l'enquête, du 29 juin au 28 juillet 2021,
- Les prescriptions d'affichage,
- La publicité requise,
- Les conditions de consultation et de communication du dossier d'enquête,
- Les conditions de réception et de communication des observations et propositions du public, ainsi que les conditions de leur mise en ligne sur le site internet de la Préfecture,
- Les dates, heures et lieu de permanence du commissaire enquêteur :
 - * le mardi 29 juin de 09h00 à 12h30
 - * le mardi 06 juillet de 13h30 à 17h30
 - * le lundi 12 juillet de 13h30 à 17h30
 - * le jeudi 15 juillet de 09h00 à 12h30
 - * le mercredi 28 juillet de 13h30 à 17h30h

dans les locaux du service de l'urbanisme de la mairie de Châteaurenard, siège de l'enquête, sauf pour la permanence du 12 juillet qui s'est tenue dans les locaux de la mairie d'Eyragues.

Il n'a pas été organisé de permanence en dehors des heures d'ouverture au public.

2.2.2 Contacts

Le commissaire enquêteur a été associé par la Préfecture à la fixation des dates, heures et lieux de permanences.

Il a rencontré le 16 juin au siège de l'enquête son interlocuteur désigné Madame Boucher, du service de l'urbanisme de la mairie de Châteaurenard, afin d'échanger sur le projet, et de préciser les conditions matérielles de déroulement de l'enquête.

Il a rencontré à deux reprises Monsieur Chauvet, adjoint à l'urbanisme du Maire de Châteaurenard, avec qui il a échangé sur le fonds du dossier.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL, porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

Il a le 14 juin rencontré en mairie d'Eyragues Monsieur Troussel, premier adjoint au Maire, qui lui a confirmé l'avis défavorable de la commune quant à la compatibilité de l'installation projetée avec la préservation des terres agricoles, et Monsieur Mokaddem, directeur général des services, pour l'organisation de l'enquête publique.

Monsieur Gilles, Maire d'Eyragues, a également eu l'occasion de lui faire part d'un certain nombre d'éléments de contexte relatifs à l'utilisation des terres agricoles et au développement de l'énergie photovoltaïque.

Le commissaire enquêteur a aussi rencontré le 23 juin en mairie de Châteaurenard Madame Souriou, représentante du porteur de projet Neoen, afin de se faire préciser un certain nombre de points après analyse du dossier. Un autre échange du même type a eu lieu par visioconférence le 09 juillet.

2.2.3 Visite des lieux

Le commissaire enquêteur a été pris en charge le 09 juin par Madame Souriou, en présence de Monsieur Gaffet, éleveur pressenti pour la composante agricole du projet, afin de bénéficier d'une visite du site du projet, assortie de nombreux commentaires et de réponses à toutes ses questions.

2.3 INFORMATION EFFECTIVE DU PUBLIC

2.3.1 Publicité légale

L'avis d'enquête (pièce jointe n° 3) a été inséré sous la responsabilité de la Préfecture et à sa demande, à deux reprises dans les journaux « La Provence » et « La Marseillaise », les 10 juin, 30 juin et 1^{er} juillet. Copies des publications ont été transmises au commissaire enquêteur.

2.3.2 Affichage

L'avis d'enquête de grand format et sur fond jaune a été affiché par le porteur de projet, de façon très visible :

- Au bord du chemin des Prévôts, à l'est du site du projet,
- Dans les deux mairies, à savoir sur le panneau d'affichage extérieur de la mairie de Châteaurenard et sur la porte d'entrée de son service de l'urbanisme, sur la porte d'entrée et dans l'entrée de la mairie d'Eyragues.

conformément aux dispositions de l'arrêté du 17 mai 2021, et quinze jours avant le début de l'enquête et jusqu'à la fin de celle-ci.

Le commissaire enquêteur s'en est assuré.

L'arrêté préfectoral en noir et blanc et au format A4 a été affiché selon les formes usuelles dans les deux mairies.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

En outre, les services municipaux ont mis en place une information supplémentaire à même de toucher effectivement un plus large public :

- Information déroulante sur panneau lumineux à Châteaurenard,
- Information sur le site internet de la commune.

Les maires ont constaté l'accomplissement de ces formalités par certificat d'affichage (pièces jointes n°4 et 4bis).

2.3.3 Qualité de l'information

Il faut faire à nouveau le constat de l'insuffisance de l'information réglementaire, qui doit impérativement être accompagnée d'une publicité par tous les canaux disponibles. Le pétitionnaire a pris l'initiative d'informer par courrier certains des propriétaires voisins du projet.

Toutes les observations n'ont pas été publiées sur le site internet de la Préfecture, conformément à sa lecture de la réglementation applicable.

2.4 CONFORMITÉ DU DOSSIER D'ENQUÊTE

Un registre a été disponible en mairies de Châteaurenard et Eyragues pendant toute la durée de l'enquête, afin de recueillir les éventuelles observations, propositions et contre-propositions du public, et d'y joindre toutes correspondances et documents remis ou envoyés par le public.

Le dossier tenu à la disposition du public, dont la composition est détaillée supra (article 1.6), comprenait en outre l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Le commissaire enquêteur n'a pas demandé communication de documents supplémentaires afin de compléter le dossier d'enquête publique.

2.5 RÉCEPTION DU PUBLIC ET DISPONIBILITÉ DU DOSSIER

Les permanences se sont tenues aux lieux, dates et heures ordonnés par l'arrêté portant ouverture et organisation de l'enquête publique. Les permanences ont été organisées en nombre suffisant.

Il n'a pas été nécessaire d'envisager une prolongation de l'enquête.

Aucun rendez-vous en dehors des permanences n'a été nécessaire.

L'ensemble des pièces a été consultable pendant toute la durée de l'enquête publique à l'accueil de la mairie d'Eyragues et au service de l'urbanisme de la commune de Châteaurenard, dans le format papier.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le dossier était également consultable sur le site internet de la Préfecture.

2.6 CLIMAT DE L'ENQUÊTE

L'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions. Les communes ont fait très bon accueil au commissaire enquêteur.

Les échanges avec les personnes reçues ont été courtois, ouverts et fructueux. Les mentions au registre d'enquête et sur les documents annexés n'appellent pas de commentaire particulier sur leur forme.

2.7 CLÔTURE DE L'ENQUÊTE

Le commissaire enquêteur a clos et signé les registres ouverts en début d'enquête, et les a récupérés ainsi que leurs pièces jointes (PJ 5 et 6).

Trois personnes propriétaires de biens limitrophes de l'emprise du projet ont rencontré le commissaire enquêteur.

Deux personnes ont envoyé des messages sur la boîte aux lettres dédiée.

Le Maire de Châteaurenard a envoyé une correspondance agrafée au registre. Son adjoint à l'urbanisme y a porté des observations. Le Maire d'Eyragues a demandé à ce qu'une délibération de son conseil soit insérée dans le registre.

2.8 PROCÈS VERBAL DE SYNTHÈSE

Un procès-verbal de synthèse des observations recueillies durant l'enquête a été transmis le 03 août 2021 à Madame Souriou, représentante du porteur du projet., suivi d'éclaircissements oraux lors d'une visioconférence.

Les termes de ce procès-verbal sont intégrés au présent rapport.

Le commissaire enquêteur a reçu la réponse définitive de Neoen par voie dématérialisée le 17 août 2021 (pièce jointe n° 7).

2.9 RELATION COMPTABLE DES OBSERVATIONS

Le commissaire enquêteur a été sollicité pour cinq entretiens.

Quatre personnes ont porté ou fait porter une ou plusieurs observations ou mentions sur le registre d'enquête publique ouvert en mairie.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

Après synthèse, onze observations ont été consignées dans le procès-verbal de synthèse, plus une à l'initiative du commissaire -enquêteur.

3. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC ET DES RÉPONSES DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Les demandes d'information et les préoccupations exprimées par le public peuvent revêtir une importance capitale pour les personnes intéressées.

Dans un domaine où l'information pertinente pour l'utilisateur est rarement de lecture directe, tout effort de communication et de vulgarisation est utile.

Il sera utile de porter la meilleure attention aux inquiétudes exprimées à l'occasion de cette enquête.

3.1 CONSOMMATION DES TERRES AGRICOLES

Observation.

Le projet serait implanté sur des terres agricoles, alors que des espaces dégradés auraient dû être privilégiés.

Réponse du maître d'ouvrage.

Neoen applique une méthodologie stricte dans le choix de ses sites de projet.

La justification du choix du site ... ainsi que de la recherche de sites dégradés alternatifs ont été complétées dans la réponse à l'avis de la MRAe communiquée en juin 2020.

Au sein du périmètre de la communauté de communes quatre sites anthropisés dégradés ont été recensés. Ils n'ont pas été retenus pour des raisons de conflit d'usage, de contraintes techniques (topographie, raccordement) ou d'enjeux environnementaux.

Le site visé répond aux exigences techniques et réglementaires :

- raccordement à moins de cinq kilomètres,
- localisation hors paysage institutionnalisé,
- situation hors zone de protection agricole, hors périmètre d'inventaires, de protection et de gestion Natura 2000,
- la végétation environnante empêche toute visibilité.

Non irrigués et cultivés depuis 18 ans les terrains présentent un couvert herbacé arbustif de type friche, synonyme de déprise agricole.

Si Neoen recherche en priorité des sites dégradés ..., d'autres typologies de sites s'avèrent bénéfiques ... pour l'atteinte des objectifs fixés par la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie.

Le projet prévoit une implantation sur un site à faible valeur agronomique ... en permettant une synergie entre production agricole et énergie verte.

Position du commissaire enquêteur.

L'implantation sur des terres agricoles n'est pas formellement proscrite, et les objectifs fixés en termes de production d'énergie photovoltaïque sont ambitieux.

Le projet comporte un volet pastoral, qui rendrait à l'agriculture des terres inutilisées depuis longtemps, sur des communes soumises à une forte déprise agricole, et où les jeunes agriculteurs peuvent rencontrer des difficultés pour s'installer (dont des refus de permis de construire).

Suite aux avis de la DDTM et de la CDPENAF, une demande de permis de construire une bergerie a été déposée, et le permis obtenu.

3.2 PAUVRETÉ DES TERRES ET DE LA RESSOURCE EN EAU

Observation.

La pauvreté des terres agricoles et de la ressource en eau n'est pas appréciée de façon similaire selon les interlocuteurs.

Réponse du maître d'ouvrage.

Les sujets agro-pédologiques et d'irrigation ont été étudiés dans un diagnostic agricole réalisé en 2019 dont l'analyse a été reportée dans l'étude préalable agricole réalisée en 2020 et complétée en 2021. Ces études commanditées auprès du bureau d'études Territoires et Paysages ont été transmises pour l'instruction des permis de construire.

Sur la zone de projet, la valeur agronomique des terrains est qualifiée de faible à très faible sur près de 70 % du site et d'assez faible sur 9 %.

Selon l'étude, les sols offrent globalement un potentiel hydrique faible à très faible. La situation en bout de canal de la prise d'eau ajoutée à la distance d'amenée rendaient aléatoires les apports en eau, également l'objet de conflits d'usage ... Le système d'irrigation utilisé jusqu'en 2002 est aujourd'hui qualifié de « totalement obsolète et délabré ».

Dans un contexte général d'augmentation du volume d'irrigation de 15 % ..., ces conditions rendent complexe l'implantation de nouvelles cultures de type maraîchage ou arboriculture.

En outre, Neoen a commandité en 2020 auprès du CERPAM13 une étude sur la mise en œuvre du pâturage sur le site du projet. Cette étude précise que le site se compose de **substrats de galets de Durance, s'apparentant à une Crau sur sol plutôt superficiel**. Elle a aussi permis de constater que le **site offre des fonctionnalités de pâturage d'hiver, de plein printemps et de fin d'automne.**

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

Position du commissaire enquêteur :

La volonté affichée de préserver les terres agricoles, qui s'est fermement manifestée lors de l'instruction du dossier, a amené le pétitionnaire à fournir, outre l'étude d'impact, plusieurs études qui tendent à valider le volet pastoral du projet.

La pérennisation et le développement de l'activité d'un éleveur mettraient fin à 18 ans d'enfrichement des terrains concernés.

3.3 FAUNE et FLORE

Observations.

Le projet est prévu aux dépens de la faune et de la flore du site.

Réponse du maître d'ouvrage.

L'emprise du projet a significativement évolué, avec près de 15,7 ha évités afin de prendre en compte les enjeux écologiques identifiés. La démonstration de ce travail est présentée dans l'étude d'impact et dans la réponse à l'avis de la MRAe.

Les secteurs présentant les plus forts enjeux écologiques ont été évités et des mesures de réduction et d'accompagnement ont été proposées.

Il convient en outre de préciser que l'article 49 de la **loi Climat et résilience vient de confirmer qu'un parc solaire n'artificialise pas les sols et que l'installation est réversible.**

L'analyse des enjeux et les mesures de réduction conduisent l'étude d'impact à conclure que le « projet n'induit pas d'incidences notables sur les milieux naturels ».

Position du commissaire enquêteur.

Les secteurs évités comprennent des hectares situés sur la commune d'Eyragues, afin de prendre en compte son opposition au projet.

Mais ils comprennent aussi les secteurs les plus sensibles, et l'étude d'impact comporte effectivement un ensemble de mesures qui permettent de penser que les effets notables sur l'environnement seront maîtrisés.

3.4 SUBVENTIONS

Observations.

Sans subventions, un tel champ photovoltaïque ne pourrait voir le jour.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

Réponse du maître d'ouvrage.

Le marché de l'énergie solaire en France est basé sur un modèle de soutien de la filière par le gouvernement.

... par la mise en œuvre d'une rémunération fondée sur un complément au prix du marché sur les 20 premières années d'exploitation. La rémunération effective du producteur est modulée en fonction de sa capacité à produire lors des périodes de prix élevés.

Le projet agrisolaire a été désigné en 2015 lauréat de l'appel d'offres portant sur la réalisation d'installations d'une puissance supérieure à 250 kWc ... avec un tarif d'achat le plus bas constaté sur cet appel d'offres, il a participé à la prise de conscience du caractère incontournable de l'énergie solaire.

Le coût du solaire a baissé de 90 % entre 2009 et 2020, du fait notamment de l'amélioration des technologies, des économies d'échelle et de l'expérience croissante des développeurs.

La rentabilité des installations sera améliorée et permettra aux porteurs de projets de se passer de subventions.

Position du commissaire enquêteur.

L'énergie solaire se développe grâce au soutien de la puissance publique. Les économies d'échelle et le retour d'expérience pourront permettre une diminution des subventions.

3.5 ÉLECTRICITÉ DECARBONÉE

Observation.

Ce champ produira une électricité dont le caractère décarboné n'est pas avéré.

Réponse du maître d'ouvrage.

Le projet de Châteaurenard est en adéquation avec le SRCAE – Schéma Régional Climat Air Énergie.

M. le Maire de Châteaurenard, dans sa lettre adressée au commissaire enquêteur, juge le projet cohérent avec la démarche de développement durable portée par la Commune, engagée dans le dispositif européen Cit'énergie, qui vise notamment à développer les énergies renouvelables.

Les cellules photovoltaïques sont à base de silicium. Il représente environ 25 % en masse de l'écorce terrestre, ce qui permet de le considérer comme inépuisable.

Un capteur solaire avec cadre met entre 1,5 et 3 ans pour produire l'énergie équivalente à ce qui a été nécessaire à sa fabrication.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

En fin de vie les matériaux de base peuvent tous être recyclés ou réutilisés. La première unité industrielle au monde dédiée au recyclage des panneaux solaires de type silicium cristallin se trouve en France à Rousset (Bouches du Rhône).

Sur son cycle de vie total , avec une production estimée à 17000 MWh par an, ce projet permettra d'éviter le rejet dans l'atmosphère d'en moyenne 5000 tonnes de dioxyde de carbone par an.

Le temps de retour carbone du projet est estimé à environ 3 ans.

Position du commissaire enquêteur.

L'électricité d'origine photovoltaïque est particulièrement performante si l'on considère ses temps de retour énergétique et carbone.

Le volume des rejets de CO2 évités s'apprécie par rapport à une production d'énergie carbonée. En France, la grande majorité de l'électricité produite est décarbonée.

3.6 ÉCONOMIE LOCALE

Observation.

L'effet du projet sur l'économie locale et française est diversement apprécié selon les interlocuteurs : agriculture ; emploi ; fabrication des panneaux ; bilan énergétique.

Réponse du maître d'ouvrage.

Le projet solaire de Châteaurenard s'inscrit dans plusieurs enjeux territoriaux :

- la production d'électricité représentera la consommation de la moitié des habitants de la commune ;
- la contribution au **SRADDET** qui prévoit l'installation de 2850 ha de panneaux photovoltaïques au sol d'ici 2030 ;
- la maintien et la **pérennisation d'une activité agricole** menacée ;
- une restitution en mesures de **compensation** collectives agricoles réévaluée à 279 262 €.

La double production ovine et d'électricité sur le même site permettra de générer des retombées bénéfiques pour le territoire.

Neoen travaille avec des fournisseurs du monde entier et consulte systématiquement des fournisseurs français.

Une attention particulière est apportée à la transparence de la chaîne d'approvisionnement.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

Au regard des quantités de modules nécessaires, de la taille et des risques intrinsèques aux projets, **Neoen s'oriente vers les têtes de file du marché** reconnus et capables de fournir des gros volumes à qualité constante.

Plus de **50 % de la valeur ajoutée est créée en France** : installation, exploitation et production sont françaises et issues d'entreprises implantées localement

Position du commissaire enquêteur.

Ce projet photovoltaïque bénéficiera à l'économie locale et française, mais tout autant aux fournisseurs étrangers.

3.7 ALPILLES

Le projet ne tient pas compte du site protégé des Alpilles.

Réponse du maître d'ouvrage.

La zone d'étude éloignée du projet a été évaluée d'un point de vue environnemental sur un périmètre de 10 km.

Le projet n'est pas de nature à induire une dégradation de l'état de conservation des espèces et des habitats présents au sein des sites Natura 2000 évalués.

Position du commissaire enquêteur.

La constat du pétitionnaire paraît fondé.

3.8 ENCLAVEMENT D'UN MAZET

Les panneaux solaires hauts de trois mètres viendront enclaver un mazel, qualifié dans le dossier de cabane abandonnée, résidence secondaire d'une famille.

La partie de l'étude d'impact consacrée à l'altération éventuelle des perceptions paysagères ne prend pas en compte la vue depuis ce mazel.

Réponse du maître d'ouvrage.

A ce jour la valeur légale de cette construction n'a pas pu être démontrée.

Ce terrain sera desservi via l'aménagement d'un accès depuis le chemin des Prévôts. ... Le cheminement existant sera ainsi maintenu et requalifié.

Il n'y aura donc aucune enclave des parcelles d'assiette du mazel et ses conditions d'accès seront améliorées.

Le choix des masques visuels de la mesure MR17 de l'étude d'impact sera strictement respecté.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

Les haies et plantations existantes situées en dehors de l'emprise du projet sont à considérer dans les projections paysagères, ainsi que les secteurs évités. La création de haies supplémentaires peut toutefois être envisagée.

Afin d'assurer l'intégration dans l'environnement immédiat, l'enclos dédié au parc solaire sera entièrement clôturé et entouré d'un écran végétal, existant ou à créer.

Position du commissaire enquêteur.

Les perceptions paysagères depuis le site n'ont pas été prises en compte par l'étude d'impact.

Le mazet devrait impérativement être préservé de toute vue sur les panneaux solaires.

La propriétaire a produit une décision de justice constatant en 1975 que l'action publique contre la construction dépourvue de permis de construire était prescrite.

3.9 TROUBLES DU VOISINAGE

A cet enclavement s'ajouteraient à proximité : la construction d'une bergerie, bâtiment peu évoqué dans l'étude d'impact, et l'implantation d'un transformateur et d'un local technique.

Réponse du maître d'ouvrage.

- Le projet agrisolaire comprend plusieurs espaces correspondant à des usages différents : l'enclos de production solaire combinée à une production ovine, l'enclos de pâturage strict situé sur la commune d'Eyragues et un enclos destiné à une bergerie. Leur description est présentée dans l'étude préalable agricole.

Implantée au cœur du projet, la construction de ce bâtiment vise à augmenter la rentabilité de l'activité de l'éleveur.

Le système constructif du bâtiment permet une bonne intégration dans l'espace environnant.

Pour faire suite aux avis de la DDTM et de la CDPENAF une demande de permis de construire a été déposée le 29 octobre 2020 pour l'implantation de cette bergerie. **La commune de Châteaurenard a accordé le permis de construire le 04 février 2021.**

- Le poste situé au sud des parcelles EL 81-82-83 sera supprimé et le local technique déplacé vers l'accès principal de la centrale

Le schéma électrique du projet sera optimisé en phase de pré-construction.

Position du commissaire enquêteur.

Le transformateur et le local technique devront effectivement être déplacés ou supprimés.

On peut regretter que les deux permis de construire soient disjoints.

3.10 RISQUE INCENDIE

La gestion du risque incendie suscite des interrogations.

Réponse du maître d'ouvrage.

Les recommandations du SDIS ont été strictement respectées. Il a émis des recommandations sur la largeur des pistes (et le rayon de braquage nécessaire), la mise à disposition d'une citerne, le système d'ouverture de la clôture. Ces mesures sont présentées dans l'étude d'impact et dans la notice PC4 du permis de construire.

Une partie de site est soumise à des obligations légales de débroussaillage (OLD).

L'étude d'impact précise que le projet n'est pas de nature à aggraver ou propager un incendie.

Position du commissaire enquêteur.

Le risque incendie est pris en compte, au stade de la conception du projet, conformément aux préconisations du SDIS.

3.11 HAIES

Plusieurs des haies décrites dans l'étude d'impact comme nécessaires à la préservation de la faune sauvage ont été arrachées avant le début de l'enquête.

Réponse du maître d'ouvrage.

La DRAC a prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive par arrêté 2020-138.

Au regard du code du patrimoine, l'INRAP a reçu pour mission de réaliser les opérations ... préalablement à l'exécution des travaux par l'aménageur (NEOEN).

L'aménageur devait réaliser des travaux préparatoires, dont l'abattage des arbres non conservés dans le cadre du projet (sans dessouchage).

Des haies de typologie similaire seront implantées le long de l'enceinte clôturée du projet.

Conformément aux prescriptions de l'étude d'impact, ces travaux préparatoires ont été réalisés en mars 2021.

Position du commissaire enquêteur.

Il est très dommageable qu'une atteinte irréversible à l'environnement ait été portée avant l'octroi du permis de construire.

ENQUÊTE PUBLIQUE portant sur le PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL,
porté par la société «CENTRALE SOLAIRE ORION 34» - lieux-dits LES PRÉVÔTS
et NOTRE-DAME sur la COMMUNE DE CHÂTEAURENARD

Le porteur de projet a en l'occurrence contribué à la mise en œuvre d'une législation qui poursuit deux objectifs difficilement compatibles.

Le diagnostic a été modérément fructueux.

4. CONCLUSIONS PARTIELLES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La préparation du projet de centrale photovoltaïque ORION 34 a représenté un investissement d'autant plus conséquent qu'il a été soumis à des passages en CDPENAF qui ont nécessité des travaux supplémentaires et la fourniture de nouveaux dossiers. Au regard de l'importance de ce projet, il faut constater que les moyens mis en œuvre sont à la hauteur des enjeux et des sollicitations de l'administration.

Le dossier est conforme aux normes requises. S'il est toujours possible d'envisager la fourniture d'éléments ou d'études complémentaires, il est en l'état riche de la plupart des données nécessaires pour porter une appréciation sur la pertinence du projet.

L'enquête s'est déroulée conformément à la réglementation en vigueur. Elle a permis de recevoir un public peu nombreux mais qui a exprimé des préoccupations sérieuses et argumentées.

Ces préoccupations sont de deux ordres :

- Des attentes touchant à l'intérêt des personnes physiques et morales touchées par le projet ;
- Une appréciation divergente sur la meilleure destination à donner aux terrains d'assiette du projet.

Fait à Saint-Martin de Crau, le 29 août 2021

Alain GIAVARINI

Commissaire enquêteur